

Imagined communities. Toute la difficulté de ce livre tient au fait que l'auteur ne définit pas « imagined ». Qu'entend-il par « imaginé » ? Pour l'auteur ce qu'il est important de définir c'est le concept de nation, ce qu'il fait page 6 : « It is an imagined political community ». Le concept d'« imaginé », quant à lui, va de soi. Anderson cite alors une phrase de Gellner : « Nationalism is not awakening of nations to self-consciousness : it *invents* nations where they do not exist. »² (C'est Anderson qui souligne *invents*). Et de citer une phrase de la célèbre conférence d'Ernest Renan : « l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié bien des choses. »³ Je retiens le « aient beaucoup de choses en commun ». Par contre on peut discuter du « tous aient oublié bien des choses ». Renan ajoute : « Tout citoyen français doit avoir oublié la Saint-Barthélemy, les massacres du midi au XIII^e siècle ». C'est cela qui est discutable. C'était peut-être vrai au XIX^e siècle, mais le massacre de la Saint-Barthélemy et la croisade des Albigeois figurent en bonne place dans les manuels scolaires des XX^e et XIX^e siècles.

Pour mieux illustrer ce qu'il entend par « imaginé » Anderson donne deux exemples. « Javanese villagers have always known that they are connected to people they have never seen, but these ties were once imagined particularistically—as indefinitely stretchable nets of kinship and clientship. Until quite recently, the Javanese language had no word meaning the abstraction "society". We may today think of the French aristocracy of the *ancien régime* as a class; but surely it was imagined this way only late. To the question "Who is the Comte de X? " the normal answer would have been, not "a member of the aristocracy", but "the lord of X, " "the uncle of the Baronne de Y", or "a client of the Duc de Z" » (pages 6 et 7).

Le Javanais traditionnel est intégré dans un réseau de clientélisme et de parenté. Le Javanais moderne appartient à la « nation » javanaise de par sa naissance sur l'île de Java, de par sa langue maternelle, le javanais. Dans le système traditionnel le comte de X est le seigneur de X et non pas un membre de l'aristocratie. Voilà qui est clair : « un membre de l'aristocratie » indique une relation d'appartenance à un ensemble, un membre de la nation javanaise aussi. Ce sont les « choses en commun » dont parlait Renan. Par contre définir les Javanais comme insérés dans un réseau de parenté et de clientélisme n'indique pas une relation d'appartenance à un groupe mais une relation de détermination : « sujet de, cousin de, client de, etc. ». De même

¹ J'ai travaillé avec la seconde édition en anglais (éditions Verso, Londres & New York, 1991). Le livre a été traduit en français sous le titre : *L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, la Découverte, 1996. Le titre en anglais est *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*.

² Ernest Gellner, *Thought and Change*, Londres, 1964.

³ Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation? » in *Œuvre complètes*, I, p. 892.

lorsque l'on dit que untel est le comte de X. Une communauté imaginée est une communauté dont les membres sont définis par une relation d'appartenance. Une communauté non imaginée est une communauté dont les membres sont définis par une relation de détermination.

Page 81, à la fin du chapitre V, Anderson reprend l'argument : « Out of the American welter came these imagined realities : nation-states, republican institutions, common citizenships, popular sovereignty, national flags and anthems, etc., and the liquidation of their conceptual opposites : dynastic empires, monarchical institutions, absolutisms, subjecthoods, inherited nobilities, serfdoms, ghettos, and so forth. » À noter que l'auteur mélange les communautés imaginées (*nation-states*), le critère d'appartenance à ses communautés (*common citizenships*), les règles de fonctionnement à l'intérieur de ces communautés (*republican institutions, popular sovereignty*) et les représentants ou symboles de ces communautés (*national flags and anthem*).

À noter aussi qu'il qualifie les communautés imaginées de réelles (*imagined realities*). Les États-nations ou simplement les nations, sont des choses belles et bien réelles. Imaginé (*imagined*) ne s'oppose pas à réel, c'est imaginaire (*imaginary*) qui s'oppose à réel. D'ailleurs l'auteur n'oppose pas les communautés imaginées à des communautés réelles. Il parle simplement de « conceptuel opposites ».

Et cette opposition apparaît aussi lorsque, opposant la noblesse à une certaine bourgeoisie, il cherche à définir le groupe humain sur lequel s'appuie la nouvelle nation ;

« The pre-bourgeois ruling classes generated their cohesions in some sense outside language, or at least outside print-language. If the ruler of Siam took a Malay noblewoman as a concubine, or if the King of England married a Spanish princess-did they ever talk seriously together? Solidarities were the products of kinship, clientship, and personal loyalties. "French" nobles could assist "English" kings against "French" monarchs, not on the basis of shared language or culture, but, Machiavellian calculations aside, of shared kinsmen and friendships. The relatively small size of traditional aristocracies, their fixed political bases, and the personalization of political relations implied by sexual intercourse and inheritance, meant that their cohesions as classes were as much *concrete* [je souligne] as imagined. An illiterate nobility could still act as a nobility. But the bourgeoisie? Here was a class which, figuratively speaking, came into being as a class only in so many replications. Factory-owner in Lille was connected to factory-owner in Lyon only by reverberation. They had no necessary reason to know of one another's existence; they did not typically marry each other's daughters or inherit each other's property. But they did come to visualize in a general way the existence of thousands and thousands like themselves through print-language. For an illiterate bourgeoisie is scarcely imaginable. Thus in world-historical terms bourgeoisies were the first classes to achieve solidarities on an essentially imagined basis » (pp. 76-77).

On le voit Anderson n'oppose toujours pas *imagined* à réel mais à *concrete*. Sinon on retrouve les mêmes critères : pour la noblesse parenté, clientélisme, loyautés personnelles ; pour la bourgeoisie ces liens sont remplacés un sentiment d'appartenance au même groupe humain à travers le langage. Ceci dit Anderson caricature, car la fille du manufacturier de Lyon peut très bien épouser le fils de celui de Lille. On se marie dans la même classe. Mais ce n'est pas l'existence de tels mariages qui définit la nation.

Page 127, à propos de la tentation des Français de créer une Indochine qui soit vraiment une nation, il écrit : « This Indochine-ness, although it was quite *real*, was nonetheless *imagined* by a tiny group, and not for very long ». Et je souligne *real* et *imagined*. L'un n'exclut pas l'autre.

Comme l'écrit un disciple d'Anderson, « *imagined communities are real* » (p. 6⁴), « *communities may be imagined, but that doesn't make them less real* » (p. 58) ; et de parler de fétichisme au sens où Marx l'entend (p. 57). Effectivement pour Marx sont fétichisées des choses qui n'existent pas en soi (Dieu, les anges) mais qui deviennent néanmoins réelles du fait que certains y croient⁵.

Hobsbawm fait dire à Anderson ce qu'il ne dit pas :

« Il s'agit, comme le dit très bien Benedict Anderson, d'une "communauté imaginée", et il ne fait pas de doute qu'en tant que telle elle peut naître du besoin de combler le vide affectif laissé par la disparition, la désintégration ou encore l'indisponibilité de communautés humaines et de réseaux humains *réels* ; mais il reste à se demander pourquoi, ayant perdu de véritables communautés, les gens devraient justement souhaiter imaginer ce type de substitut particulier. Dans bien des endroits du monde, ce peut être parce que les États et les mouvements nationaux sont arrivés à mobiliser certaines variantes du sentiment d'appartenance [notez ce mot] collective qui existaient déjà et se trouvaient potentiellement susceptibles de fonctionner, disons, à l'échelle macropolitique, en harmonie avec les États et les nations modernes »⁶.

Et c'est Hobsbawm qui souligne *réel*. Il aurait pu aussi souligner *véritables*.

*

Le concept est intéressant. Travaillant au Ladakh dans les années 1970, j'avais été frappé par une chose : le Ladakh petit royaume situé dans le N.O. de l'Himalaya, indépendant depuis sa formation, probablement au X^e siècle, jusqu'à sa conquête par le maharadja du Jammou vers

⁴ Van Beek, (Martijn), 1997, *Identity, Fetishism and the Art of Representation : the Long Struggle for Regional Autonomy in Ladakh*, thèse de doctorat, manuscrit.

⁵ *Le Capital*, Livre I, 1ère section, chapitre 1.

⁶ Eric Hobsbawm, *Nations et Nationalisme depuis 1870*, Paris, Gallimard, 1992, collection Folio-Histoire, pp. 91-92. Titre original : *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

1830/1840, fait depuis l'indépendance de l'Inde, partie de l'État fédéral du Jammou et Cachemire⁷. Or les Ladakhi continuaient à parler comme si le roi régnait.

« Il est néanmoins remarquable que près plus de 130 ans de colonisation dogra, anglaise puis cachemiri, la plupart des attitudes restent inchangées, et que la monarchie et la noblesse ont conservé leur place : les Ladakhi n'ont-ils pas élu leur "reine" députée au parlement de New-Delhi en 1977 ? N'entend-on pas dire que dans tel village les fêtes sont plus belles, car "c'est un village dont tous les habitants sont serviteurs du palais", ce qui est faux la reine n'ayant plus que quelques domestiques ? »⁸.

Ceci se comprend très bien lorsqu'on a lu Anderson. Les Ladakhi avaient besoin du roi comme critère d'identité. Peu importe qu'il ne régnait plus depuis 130 ans. Ils se présentaient comme sujets. Ce n'est que dans les années 1980 qu'ils commencèrent à se définir comme bouddhistes, organisant même, sous la houlette de la LBA (Ladakh Bouddhist Association) un boycott des musulmans. Il aura fallu 150 ans pour qu'un critère de détermination soit remplacé par un critère d'appartenance.

Mais revenons à la citation de la page 7. Pour Anderson à la question « who is the comte de X ? » la réponse ne peut pas être « a member of the aristocracy ». Là nous ne sommes pas d'accord. Le critère de détermination n'est pas exclusif du critère d'appartenance. On peut être le comte de X et appartenir à l'aristocratie. Le mot aristocratie apparaît sans arrêt sous la plume des auteurs des Lumières, tout particulièrement de Montesquieu. Un Indien, de religion hindoue, pouvait parfaitement dire à une époque qu'il était sujet du maharadja de x, et en même temps qu'il appartenait à tel ordre (Varna), celui de Kshatriya (guerriers) par exemple, et à telle caste (jati), celle des rajpoutes par exemple. De même un Ladakhi à l'époque royale, pouvait se définir comme sujet du roi et, en même temps, comme appartenant à la l'ordre (*rigs* en ladakhi, prononcé *riks*) des nobles (*skudrag*, prononcé *stutraks*), des gens ordinaires (*mangrigs* ; *mangriks*) ou des basses-castes (*rigs-ngan* ; *riksngan*).

*

Pour Anderson l'arrivée de l'État-nation a été préparée par l'émergence d'une nouvelle conception du temps. Il donne tout d'abord l'exemple des bas-reliefs du Moyen-Âge et des

⁷ Pour le lecteur non-spécialiste il est bon de rappeler quelques données. L'Inde est un pays fédéral comprenant 29 États (2020) ayant chacun une assemblée locale. Les Indiens élisent leurs députés à la chambre basse (*Lok Sabha*) du parlement de New-Delhi, ce sont les *Members of Parliament* (MP), et leurs députés aux assemblées locales, ce sont les *Members of Local Assembly* (MLA). L'État central est dirigé par un *Prime Minister* (PM) et l'État local par un *Chief Minister* (CM). Un de ces États est le prolongement, dans les mêmes frontières, d'une monarchie qui existait à avant l'indépendance (1947), c'est le Jammou et Cachemire (J&K). Le J&K possède une assemblée législative composée de 75 MLA (*members of local assembly*).

⁸ Patrick Kaplanian, *Les Ladakhi du Cachemire*, Paris, 1981, p. 342, paragraphe final du chapitre XII.

peintures des premiers maîtres italiens et flamands. Les bergers qui ont suivi l'étoile qui les a conduits au lieu de naissance du Christ sont habillés comme des paysans bourguignons. La Vierge Marie est habillée comme la fille d'un marchand toscan. Le donateur agenouillé porte le costume d'un bourgeois ou d'un noble de l'époque. Tout cela était parfaitement naturel aux yeux des adorateurs médiévaux. Cela n'aurait pas eu de sens à l'époque de reconstituer les décors et les costumes palestiniens du premier siècle (page 22).

À cela Anderson oppose le « homogeneous empty time ». Il s'agit d'un concept qu'il emprunte à Walter Benjamin (eine homogene und leere Zeit)⁹. Le temps vide et homogène c'est en fin de compte le temps de la physique, celui de Newton et de *l'Esthétique transcendantale*. C'est un temps purement mécanique, automatique, celui des montres, toujours égal à lui-même. Effectivement c'est dans ce temps-là que se déroule l'histoire telle que la conçoit la nation¹⁰.

La thèse de Benjamin rejette totalement la conception historiciste/positiviste de l'histoire, représentée par la célèbre phrase de Ranke, l'historien prussien conformiste et conservateur : la tâche de l'historien, d'après ce dernier, serait, tout simplement, de représenter le passé « tel qu'il a réellement été ». Le prétendu historien neutre, qui accède directement aux faits « réels », ne fait en réalité que conforter la vision des vainqueurs, les rois, papes et empereurs — objet privilégié de l'historiographie de Ranke — de toutes les époques. Par contre l'histoire conçue par l'État-nation est bien conforme à la vision de Ranke. La France, par exemple, s'est constituée par une succession d'événements dont elle est le résultat : Vercingétorix, Clovis, Hugues Capet, Jeanne d'Arc, etc.

Anderson donne lui-même l'exemple du Royaume-uni dans un autre contexte :

« Magna Carta [la grande charte], the Mother of Parliaments, and the Glorious Revolution¹¹, glossed as English national history, entered schools all over the British Empire (...).

The irony, of course is that these histories were written out of a historiographical consciousness which by the turn of the century was, all over Europe, becoming nationally defined. (The barons who imposed Magna Carta on John Plantagenet [Jean sans terre] did not speak "English" and had no conception of themselves as "Englishmen" but they were firmly defined as early patriots in the classrooms of the United Kingdom 700 years later) » (page 118)

⁹ Walter Benjamin, *Sur le concept d'Histoire*, traduction Maurice de Gandillac, *Œuvres*, III. Voir en particulier les thèses XIII (« l'idée du progrès ») et XIV (« l'origine est le but »).

¹⁰ Walter Benjamin écrivait : « "décrire le passé tel qu'il a été" : voilà d'après Ranke, la tâche de l'historien. C'est une définition toute chimérique » (« Sur le concept d'histoire », *Écrits français*, 1940).

¹¹ The Glorious Revolution désigne le renversement de roi, impopulaire parce que catholique, Jacques II, et le remplacement par sa fille Marie d'Angleterre ou Marie II, et son mari le néerlandais Guillaume d'Orange en 1688-1689.

Anderson aurait pu s'arrêter là, comparant le temps tel que le vivait le spectateur du tableau médiéval au temps homogène et vide. Mais il va trop loin dans son adhésion aux thèses de Walter Benjamin. Il parle d'un temps messianique, qui s'oppose au temps homogène et vide. En fait il s'agit d'un temps saturé d'« à présent » qui s'oppose au continuum du temps. (thèse XIV de Walter Benjamin, « die [Zeit] von Jetztzeit erfüllte »). *Jetztzeit* est difficile à traduire: « temps chargé d'à-présent, temps actuel ». Que veut dire Benjamin ? Il donne lui-même un exemple : pour Robespierre, la Rome antique était un passé chargé d'« à présent » qu'il arrachait au continuum de l'histoire. La Révolution française se comprenait comme une seconde Rome. Et Anderson le cite un passage d'Auerbach dans lequel le sacrifice d'Isaac est une préfiguration de celui du Christ¹².

Mais Walter Benjamin ne se place pas dans la problématique de l'émergence des États-nations, mais d'un échec du matérialisme dialectique. En débattre ici serait hors sujet et m'amènerait trop loin. Simplement les bergers en habit bourguignon ne sont pas à mettre en parallèle avec le sacrifice du Christ, comme répétition de celui d'Isaac, ni avec la Révolution française vue comme une seconde Rome. Ces deux derniers exemples relèvent d'une troisième conception du temps qui n'est ni le temps qui se répète sous forme de tableaux traitant toujours des mêmes scènes mais avec les costumes de chaque époque, ni du temps historiciste de Ranke qui permet de décrire la genèse de la nation.

*

Les romans, nous explique Anderson, se placent dans ce temps homogène et vide. Si A a une femme B et une maîtresse C qui à son tour a un amant D, il est tout à fait possible que A ne connaisse pas même l'existence de D. Mais tous appartiennent (et il s'agit à nouveau d'appartenance) à la même société, la même époque, la même ville, etc. Ainsi en va-t-il des membres d'une nation, qui ne se connaissent pas, mais qui savent tous qu'ils sont Français ou Allemands.

Anderson choisit ensuite quatre romans pour illustrer son propos. Il choisit curieusement des auteurs peu connus qui sont citoyens de pays dont l'identité nationale est encore mal affirmée. Il s'agit tout d'abord de *Noli me tangere* (1887) de José Rizal, un auteur philippin de langue espagnole. Le texte raconte en détail qu'un personnage, connu pour son côté prodigue, décide d'organiser une soirée. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans le petit monde des parasites de Manille susceptibles de se faire inviter. Et Anderson de commenter (p. 27) :

¹² Erich Auerbach, *Mimesis : Dargestellte Wirklichkeit in der abendländischen Literatur*, Marbourg, Francke Verlag, 1946 ; Traduction anglaise, *Mimesis, The Representation of Reality in Western Literature*, New York, 1957 ; Traduction française *Mimésis, la représentation de la réalité dans la littérature occidentale*, Paris, Gallimard, 1968.

« Extensive comment is surely unnecessary. It should suffice to note that right from the start the image (wholly new to Filipino writing) of a dinner-party being discussed by hundreds of unnamed people, who do not know each other, in quite different parts of Manila, in a particular month of a particular decade, immediately conjures up the imagined community ».

Ceci peut être effectivement interprété comme une image de la nation : des gens ne se connaissant pas et ayant quelque chose de commun. Mais Anderson va plus loin, il considère le roman, comme le journal, comme des « forms of imagining » (p. 24) et ces « forms provided the technical means for "re-presenting" the kind of imagined community that is the nation » (p. 25). Et ce type de communauté-imaginée-modèle finit par englober le lecteur et l'auteur lui-même. « The casual progression of this house from the "interior" time of the novel to the "exterior" time of the [Manila] reader's everyday life gives a hypnotic confirmation of the solidity of a single community, embracing characters, author and readers, moving onward through calendrical time ». (p. 27). Tout cela est séduisant à condition de ne pas perdre de vue que nous avons affaire à une métaphore.

Le *Periquillo sarmiento* (« Le perroquet qui démange ») de Lizardi (1816) est un violent réquisitoire contre la société mexicaine de l'époque. Le héros est successivement prêtre, parieur, voleur, apprenti dans une pharmacie, médecin, employé dans une ville de province. Tout ceci est bien entendu prétexte à décrire les hôpitaux, les prisons, les villages reculés, etc. C'est bien une description du pays et de ses maux, mais est-ce suffisant pour définir le pays et son identité ? Par exemple, nous dit Anderson, la prison décrite est comparable à toutes les prisons du Mexique. Mais les prisons du Guatemala sont-elles différentes ? En fait il s'agit bien d'une « imagined community », mais construite non pas sur la description qu'en fait Lizardi, mais sur une division administrative espagnole (indépendance en 1821, quatre ans après la parution du roman).

Le troisième roman *L'Histoire de Florante et Laura dans le royaume d'Albanie*, (1861), écrit en tagalog par Francisco Balagtas, se déroule dans le monde imaginaire. Mais le Héros est un noble chrétien et son ami un musulman et le lecteur ne manque pas d'y voir la coupure entre la plus grande partie des Philippines chrétienne et le Sud musulman.

Le quatrième roman est *Semarang Hitam* (« Semarang noir », Semarang étant le nom d'un bourg) publié en indonésien en 1924 par Mas Marco Kartodikromo. Le héros ouvre un journal et apprend qu'un vagabond est mort de froid dans la rue. Le jeune homme qui lit le journal est un jeune homme « who belongs to the collective body of readers of Indonesian, and thus implicitly an embryonic Indonesian "imagined community" ». Y-a-t-il vraiment besoin de faire lire le journal en indonésien dans un roman lui-même écrit en Indonésien pour parler d'une

« embryonic Indonesian "imagined community" » ? La seule existence d'un certain nombre de locuteurs dans cette langue devrait suffire.

*

Tout cela est assez anecdotique. Par contre le chapitre suivant ; « The Origins of National consciousness » est extrêmement important. L'apparition d'un début de conscience nationale est liée pour l'auteur à l'émergence des langues vernaculaires. Ce phénomène aurait une double origine : la percée du protestantisme et le besoin d'une langue administrative.

Le protestantisme d'abord ou, pour commencer ses précurseurs. En 1382, Wycliffe publie une traduction de la Bible en anglais, cette langue récente née de la fusion du français normand parlé à la cour et du parler anglo-saxon de la population. Anderson aurait pu aussi citer Jean Huss qui traduisit les thèses de Wycliffe en tchèque après avoir introduit une réforme de l'orthographe de cette langue. Le reste est plus connu, c'est la traduction de la Bible en allemand par Luther (1522 et 1534) et en français par Calvin (1535, 1540 à 1546, 1550), ainsi que la publication de leurs œuvres dans ces deux langues. Après que Luther cloua en 1517 ses thèses sur les portes de l'abbaye de Wittenberg, elles furent traduites en allemand, imprimées dans les 15 jours qui suivirent et distribuées dans toute l'Allemagne. Il fut publié trois fois plus de livres en allemand dans la période 1520-1540 que dans la période 1500-1520, et les œuvres de Luther représentaient les 2/3 du tirage de tous les livres en allemand pendant la période de 1518 à 1525. Entre 1522 et 1546, 430 éditions (totales ou partielles) de sa traduction de la Bible furent imprimées. Calvin ne fut pas en reste avec 42 éditions entre 1533 et 1540 et 527 éditions entre 1550 et 1564¹³. Cela provoqua la panique en France où on en déduisit que impression = protestantisme. En 1535, François 1^{er} fit interdire l'impression de n'importe quel livre sous peine de mort (p. 40)¹⁴.

Vient ensuite l'aspect administratif. En 1362, vingt ans avant la publication de la traduction de Wycliffe, le parlement de Londres adopta l'anglais pour sa cérémonie d'ouverture (p. 41). Un siècle et demi plus tard c'est l'édit de Villers-Cotterêts (1539). Le français devient le langage officiel des cours de justice. Le mouvement continuera avec l'adoption par l'Autriche de l'allemand à la place du latin comme langue administrative en 1782.

Le protestantisme, la naissance de langues administratives et de cour, il semble qu'Anderson ait oublié une troisième facette : l'apparition d'une littérature en langues vernaculaires. Certes il existait déjà une littérature en langues vernaculaires (En France *La chanson de Roland*, *Le roman de Renard*, etc.) mais c'est avec la Renaissance que cette littérature prend un essor, tout d'abord en Italie au XIV^e siècle. Il suffit de regarder les dates

¹³ Febvre et Martin, *op. cit.*

¹⁴ Lucien Febvre et Henri-Jean Martin, *L'Apparition du Livre*, Paris, Albin Michel, 1958.

(Boccace, 1313-1375 ; Dante 1265-1321 ; Petrarque, 1304-1374) pour réaliser que le phénomène commence avant l'imprimerie (premier livre de Gutenberg, 1455), avant l'introduction des langues vernaculaires dans l'administration (parlement de Londres 1362), avant même les précurseurs du protestantisme (Wycliffe, 1382). Le mouvement se prolongera en France (Marot, Rabelais et surtout la Pléiade). La *Défense et illustration de la langue française* publiée dix ans après l'édit de Villers-Cotterêt (1549) est probablement un événement aussi important.

Cette lacune ainsi réparée, reprenons le fil de l'argumentation d'Anderson. Les imprimeurs sont des capitalistes explique-t-il. Et ils veulent faire du profit. Comme le marché des latinistes est saturé, ils se mettent à publier pour un public plus large, celui des langues vernaculaires. Cet argument est discutable et cela pour deux raisons.

1. La première est qu'au XVI^e siècle l'enseignement reste en latin. Tous ces lecteurs de la Pléiade ou de Luther savent aussi le latin. S'ils se tournent vers les langues vernaculaires, c'est suite à une évolution des mœurs et des goûts mais pas parce qu'ils ne savent pas le latin. D'ailleurs ceux qui continuent à écrire en latin (Descartes, Newton, en totalité, Leibnitz et de Kant en partie) n'ont aucun mal à se faire connaître. Réunis en un groupe qui deviendra la Pléiade (Du Bellay, Ronsard, etc.) des jeunes poètes écrivant en français donnèrent une forte impulsion à la littérature française, mais ils savaient parfaitement le latin (et le grec) et imitaient les odes de Pindare (un grec) et d'Horace, et connaissaient Virgile par cœur. Ils avaient aussi étudié Dante, Boccace, Pétrarque, l'Arioste et Le Tasse.

2. La seconde c'est que la plus grande partie de la population ne parlait pas ces nouvelles langues « officielles » :

« Séjournant à Uzès, Racine se lamentait dans une lettre à la Fontaine sur son incapacité à comprendre les autochtones (11 novembre 1661): "Je vous jure que j'ai autant besoin d'un interprète qu'un Moscovite en aurait besoin dans Paris. Néanmoins je commence à m'apercevoir que c'est un langage mêlé d'espagnol et d'italien ; et comme j'entends assez bien ces deux langues, j'y ai quelquefois recours pour entendre les autres et pour me faire entendre" »¹⁵.

Ceci m'amène à l'argumentation de la page 43 que je trouve extrêmement discutable.

« In pre-print Europe, and, of course, elsewhere in the world, the diversity of spoken languages, those languages that for their speakers were (and are) the warp and woof of their lives, was immense; so immense, indeed, that had print-capitalism sought to exploit each potential oral vernacular market, it would have remained a capitalism of petty proportions. But these varied idiolects were capable of being

¹⁵ Anne-Marie Thiesse, *Faire les Français, quelle identité nationale ?* Paris, Stock, 2010, page 92.

assembled, within definite limits, into print-languages far fewer in number. The very arbitrariness of any system of signs for sounds facilitated the assembling process (...) Nothing served to "assemble" related vernaculars more than capitalism, which, within the limits imposed by grammars and syntaxes, created mechanically reproduced print-languages capable of dissemination through the market ».

L'exemple de Racine prouve le contraire. Il n'y a pas d'unification linguistique. Mais c'est un exemple isolé. Le problème est bien plus général. En 1789, 50 % des Français ne parlaient pas du tout le français et 12 à 13 % seulement le parlaient correctement¹⁶. Devant la Convention, au nom du Comité de salut public, le député Barère dénonça les parlers régionaux comme langues ennemies : « Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-révolution parle l'italien et le fanatisme parle le basque. Brisons ces instruments de dommage et d'erreur. [...] Chez un peuple libre la langue doit être une et la même pour tous »¹⁷. Et Anne-Marie Thiesse qui cite ce passage ajoute :

« La diversité linguistique est désormais considérée comme arme des coalisés et des prêtres réfractaires ennemis de la nation. Le rapport que l'abbé Grégoire présente à la Convention le 16 prairial an II (14 juin 1794) s'intitule *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française*. Le projet n'était pas si aisé à réaliser : l'universalisation — sur le territoire français — de la langue française va nécessiter un bon siècle. Le développement du système d'éducation, la mobilité sociale et géographique, le service militaire, l'expansion de la presse et des romans populaires ont été les principaux facteurs de cette généralisation du français ».

Si nous n'avons pas d'unité linguistique, nous avons au moins une unité politique. Il appartient donc à l'État de franciser les Français, si on me permet cette expression. Ceci dit rien m'empêchait les imprimeurs de publier des livres en occitan ou en basque. Anderson semble dire qu'il n'y a que ce qu'il appelle des *print-capitalists* attirés par les gros tirages (mais il ne mentionne aucune grosse entreprise d'imprimerie : nom, chiffre d'affaires imprimés, nombre d'employés). Et pourquoi n'y aurait-il pas eu des artisans pouvant survivre localement avec des petits tirages ? Et il y en avait, des petits imprimeurs qui tiraient à quelques centaines d'exemplaires ; Et ce fut même souvent le cas pour des grands noms de la littérature française.

¹⁶ Hobsbawm, *op. cit.*, p. 116.

La source de base à ce sujet est Ferdinand Brunot (éd.), *Histoire de la langue française*, Paris, 1927 - 1943 13 volumes, surtout le tome IX. Voir aussi M. de Certeau, D. Julia, J. Revel, *Une politique de la langue: la Révolution française et les patois: l'enquête de l'abbé Grégoire*, Paris, 1975. Pour le problème de la transformation d'une langue officielle minoritaire en langue nationale de masse pendant et après la Révolution française, voir l'excellent ouvrage de Renée Balibar, *L'institution du français: essai sur le co-linguisme des Carolingiens à la République*, Paris, 1985; voir aussi R. Balibar et D. Laporte. *Le français national: politique et pratique de la langue nationale sous la Révolution*, Paris, 1974.

¹⁷ Rapport au Comité de salut public sur les idiomes, pluviôse an II, 27 janvier 1794. Cité par Anne-Marie Thiesse, *op. cit.*, page 94.

Au XVI^e siècle, les chiffres de tirage en France vont de 500 à 1 000 exemplaires pour les ouvrages savants, 1 000 à 2 000 pour les livres d'intérêt général, plusieurs milliers pour les livres scolaires et surtout les livres d'heures (jusqu'à 10 000 exemplaires). Le coût du papier représente entre 40 % et 50 % du prix de la fabrication, aussi les éditeurs de textes classiques passent au petit format (in-8°, in-16 et même in-24). Dans l'atelier, le travail se fait en continu : les pressiers tirent 180 feuilles à l'heure, soit 1300 à 1500 feuilles imprimées recto et verso chaque jour, et le correcteur doit intervenir rapidement, pour que, le nombre de pages voulu étant imprimé, les caractères puissent être rendus aux compositeurs¹⁸.

Ce qui est vrai de la France l'est encore plus de l'Allemagne et de l'Italie, pays qui n'existent pas. Qu'est-ce qui empêchait la Bavière ou la République de Venise d'adopter le bavarois ou le vénitien comme langue de l'administration, comme langue de la cour, comme langue littéraire ? Il y a là un problème, que n'ai vu soulever nulle part. Pour la plupart les chercheurs l'existence de l'Italie et de l'Allemagne va de soi, même avant les réunifications. Mme de Staël écrit *De l'Allemagne* (1810-1813, qui inclut l'Autriche) et Fichte écrit un *Discours à la nation allemande* (*Rede an die deutsche Nation*, 1807-1808). Et Stendhal écrit les *Chroniques italiennes*, et Madame de Staël *Corinne ou l'Italie* (1807).

Cela ne va pas de soi parce que, par exemple en Italie, seulement 2,5 % de la population parlait italien (c'est-à-dire toscan) au moment de l'unification¹⁹. Et Hobsbawm d'ajouter (*op. cit.*, p. 89) une citation de Massimo d'Azeglio « Nous avons fait l'Italie, maintenant nous devons faire les Italiens ». Le propos fut tenu lors de la première session du parlement de l'Italie réunifiée. Donc ce qu'Anderson appelle le *print-capitalism* n'a rien unifié du tout. Ici se posent deux autres questions :

- 1) Si réellement les parlers proches les uns des autres sont réunis par le *print-capitalism*, pourquoi le Portugal existe-t-il ? Le portugais est-il plus éloigné du Castillan que le bavarois du hochdeutsch ?
- 2) Pourquoi certaines langues locales résistent-elles ? Pourquoi le *print-capitalism* n'a-t-il pas éliminé le galicien, le Catalan et le Valencien ? Pourquoi les Catalans (à peu près 50% d'entre eux) réclament-ils leur indépendance et pas les Galiciens, qui ne réclament pas non plus leur rattachement au Portugal (le galicien est très proche du portugais). Et pourquoi, le valencien étant pratiquement du Catalan, les Valenciens ne réclament-ils pas leur indépendance, soit séparément, soit conjointement avec les Catalans ?

Tous ces problèmes extrêmement complexes sont éludés. Il y avait bien un sentiment de communauté chez les Allemands et chez les Italiens, avant l'unification. D'où venait-il ?

¹⁸ *L'aventure du livre, Renaissance et réforme*, par Jean Guillemin
<http://classes.bnf.fr/livre/arret/histoire-du-livre/renaissance/03.htm>.

¹⁹ Eric Hobsbawm, *op. cit.*, page 77.

L'explication tient peut-être au fait que les locuteurs de certaines langues les considèrent comme sans intérêt. Un exemple est frappant : c'est celui de l'arabe.

Il y a, si j'ai bien compté, 18 pays arabes indépendants plus la Palestine. On y parle des dialectes franchement différents. Ainsi un marocain ne pourra pas se faire comprendre en Egypte²⁰. Pas un seul pays arabe n'a adopté le dialecte comme langue nationale, ou n'a au moins ouvert un enseignement partiel en dialecte. Il n'y a que l'arabe littéral, l'arabe classique qui compte. Pour quelle raison ? Parce que c'est la langue du Coran ? En aucun cas ! Le point de vue des chrétiens est exactement le même : les dialectes n'ont aucun intérêt. C'est à Beyrouth, donc en pays chrétien, que deux universités, l'américaine et la française (Saint-Joseph), ont donné une forte impulsion à la littérature en arabe classique (citation *infra*). C'est un chrétien, Michel Aflak, qui est le théoricien au mouvement nationaliste arabe, le *ba'ath* (résurrection), au pouvoir en Syrie et longtemps au pouvoir en Irak.

Il y a donc un mépris des locuteurs pour leurs propres dialectes qui n'a rien à voir avec le *print-capitalism*. J'ai connu cela au Ladakh, et Bettina Zeisler l'a bien analysé. Les Ladakhi²¹ distinguent la langue écrite, le tibétain classique, qu'ils appellent le *choskat* (« la langue religieuse »), du dialecte qu'ils parlent effectivement, qu'ils appellent *phalskat*. La différence entre les deux est considérable, et le *choskat* est absolument incompréhensible pour un locuteur ladakhi. Avant l'indépendance de l'Inde il n'y avait pratiquement pas de système scolaire et l'enseignement était le monopole des monastères. Il était uniquement en tibétain classique.

Dans les années 1930, un certain Tsetan Phuntsok, un noble converti au christianisme, essaya de simplifier l'orthographe pour transcrire le ladakhi effectivement parlé et traduisit des extraits des évangiles de saint Luc et de saint Marc²². Ce fut une levée de boucliers. Comme, par exemple, le tibétain classique possède deux « a » qui se prononcent de la même façon, le « grand a » et le « petit a » il décida d'en garder un, en fait le « petit a ». Or le « grand a » apparaît dans certains mantras (disons « formules sacrées » pour simplifier) et le supprimer était de l'ordre du blasphème. Ceci dit l'échec de Tsetan Phuntsok n'a rien d'étonnant.

— D'abord parce qu'il se servait de sa nouvelle orthographe et sa transcription du *phalskat* pour traduire un texte chrétien. Quelle aurait été la réaction s'il avait traduit en ladakhi parlé des textes

²⁰ Au centre universitaire des langues orientales (INALCO) à Paris il existe trois enseignements séparés conduisant à trois diplômes différents : arabe classique, arabe oriental (parlers du Caire et de Damas) et arabe maghrébin (parler d'Alger).

²¹ Un des États indiens est le prolongement, dans les mêmes frontières, d'une monarchie qui existait à avant l'indépendance (1947), c'est le Jammou et Cachemire. Le Jammou et Cachemire se divise en trois parties : le Jammou, environ 3 millions d'habitants en majorité hindous, le Cachemire, environ 4 millions d'habitants en majorité musulman, et le Ladakh, 250 000 habitants pour moitié chiites (district de Kargil) pour moitié bouddhistes (district de Leh). Le J&K possède une assemblée législative composée de 75 MLA (*members of local assembly*) dont un pour Kargil et un pour Leh (voir *supra* note 7).

²² Bray, John. 1994. « Towards a Tibetan Christianity? The Lives of Joseph Gergan and Eliyah Tsetan Phuntsog. » In *Tibetan Studies. Proceedings of the 6th Seminar of the International Association for Tibetan Studies. Fagernes 1992*, pp. 68-81. Edited by Per Kvaerne. Oslo: Institute for Comparative Research in Human Culture.

appartenant à la culture traditionnelle ladakhi comme les *Chroniques du Ladakh* ou la saga de Késar ?

— Ensuite parce que sa réforme allait trop loin. Même en français ou en anglais on n'est jamais allé aussi loin, écrivant « doi » (et pourquoi pas « doa » ?) au lieu de « doigt », etc. Et aller jusqu'à supprimer des lettres était vraiment très audacieux. Le persan n'a pas supprimé des lettres arabes comme ض ط ظ qui ne font pas partie du système phonologique persan, et ils ne les ont pas, dans les mots empruntés à l'arabe s'entend, remplacées par د ت ز س

Qu'en est-il aujourd'hui alors que les Ladakhi ont désormais accès à l'éducation moderne mais en ourdou et en anglais ? « Like any minor language, the Ladakhi language or *Ladakse skat* and its dialects, spoken by about 180 000 speakers in Ladakh, is under strong pressure from the official state language (in this case, Urdu), the language of higher education (English), and the languages of mass media (Hindi and Urdu) ». (Zeitler²³, page 2). « For many scholars, *Phalskat* [le ladakhi parlé] is but a deviation or even “rubbish”, not worthy of being preserved, not to speak of being developed » (*idem*, page 4). J'ai souvent entendu la même chose, comme quoi le ladakhi parlé est du « broken Tibetan ». Les rares personnes qui souhaitent que le ladakhi parlé (le *phalskat*) devienne une langue écrite ont été régulièrement accusées de déformer la langue religieuse (le *choskat*) c'est-à-dire le tibétain classique, seule langue écrite tolérée (*idem*, page 5). « Only very few persons could be persuaded during the interviews that *phalskat* might be used in magazines and books on modern topics such as politics or technology » (*idem*, page 11).

L'argument religieux qui ne tenait pas pour l'arabe est ici parfaitement valide. Néanmoins quelques intellectuels ont publié des livres en tibétain classique sur des sujets laïcs. Ainsi une histoire du Ladakh par Tashi Rabgyas et une de la Nubra (une région du Ladakh) par Nawang Tsering Shakspo. Des livres que la plupart des Ladakhi ne peuvent pas comprendre.

Plus intéressant peut-être est le cas du Cachemire. Voilà un État fédéral indien dominé par les Cachemiri (voir notes 7 et 21) qui représentent 60 % de la population d'un État de sept millions d'habitants. Le cachemiri est reconnu par la constitution indienne et l'État est entièrement autonome en matière d'éducation (du moins l'était jusqu'au 5 août 2019). Eh bien l'enseignement se fait en... ourdou²⁴.

Pourtant le cachemiri est une langue franchement différente de l'ourdou, bien plus différente que le bavarois de l'allemand standard, que le vénitien du toscan, que le ladakhi du tibétain classique, le marocain de l'arabe classique. Et les Cachemiri sont très nationalistes,

²³ Bettina Zeisler, « Why Ladakhi must not be written ? – Being part of the Great Tradition: another kind of global thinking ».

²⁴ Le hindi est la langue de l'Inde du Nord, parlé par la moitié de la population soit plus de 500 millions de locuteurs. L'ourdou, utilisé par les musulmans, est du hindi écrit en caractères arabes avec quelques mots différents (emprunts à l'arabe et au persan).

toujours en révolte contre le pouvoir central malgré la forte autonomie qui leur avait été accordée jusqu'au 5 août 2019, autonomie plus forte que celle des autres États de l'Union.

Malgré toute mes réserves je parviens aux mêmes conclusions qu'Anderson : les langues vernaculaires, les quelques unes qui ont été sélectionnées, sont à la racine des futurs États-nations. C'est le mécanisme qu'il décrit (l'existence d'un *print-capitalism* unificateur par-dessus les dialectes) qui a permis la sélection de quelques langues parmi des centaines de dialectes qui me paraît contestable.

*

Le chapitre IV (« Creole pioneers ») est consacré aux indépendances américaines. Pourquoi un chapitre à part ? Parce qu'il s'agit de cas à part : les indépendances américaines ne ressemblent pas du tout aux États-nations européens. La langue n'est pas un critère. Toute l'Amérique Latine parle espagnol à l'exception du Brésil qui est facilement devenu un État séparé. Une chose est sûre : un État latino-américain unique n'était pas viable. Il fallait deux mois à l'époque pour se rendre de Buenos Aires à Santiago du Chili, et neuf jusqu'à Carthagène. Reste à voir sur quels critères s'est faite la division entre les nouveaux États.

Les révolutions latino-américaines sont le fait de Créoles. Qui sont les Créoles (*Criollo* en espagnol) ? : les personnes de race blanche d'origine hispanique mais nées sur le continent²⁵. Ces Créoles ne sont pas du tout des révolutionnaires. Ils sont souvent racistes et esclavagistes vis-à-vis des Indiens et des Noirs. Mais tous les postes administratifs importants étaient tenus par des Ibériques nés en Espagne. Il n'était pas possible pour un *Criollo* de faire une brillante carrière. Au mieux il était reclus à des postes secondaires sans intérêt. Sur les 70 vice-rois que l'Amérique espagnole a connus de la conquête à 1813, quatre seulement étaient Créoles. Il en était de même pour l'Église: il n'y avait qu'un unique archevêque créole au Mexique vers 1800, alors que l'on comptait un Ibérique pour 70 Créoles (p. 57). De plus, la métropole contrôlait le commerce il était interdit d'envoyer des biens d'une partie de l'Amérique vers une autre. Les marchandises devaient être envoyées à la métropole et de là être réexpédiées vers leur destination finale.

Les Créoles étaient donc des « colons colonisés » d'où leur révolte. Les divisions administratives devinrent alors des États indépendants, pour les raisons pratiques énoncées plus haut et aussi, d'après Anderson, parce que la bureaucratie créole qui travaillait dans ces divisions voulait prendre les choses en main. Plus tard apparaîtront les notions de nation et de citoyenneté. Noirs et Indien deviendront citoyens, du nouveau Pérou, par exemple²⁶.

*

²⁵ En Algérie on disait pieds-noirs.

²⁶ L'exception brésilienne est bien expliquée note 19, p. 51, et le cas du Paraguay note 52, p. 64. L'auteur ne dit rien sur Uruguay ni sur les micro-États : d'Amérique centrale: Guatemala, Honduras, Costa Rica, Nicaragua et Salvador.

Le chapitre V (« Old Languages, New Models ») cherche à percer l'évolution des connaissances afin de mieux cerner comment la nation a pu émerger. La perception du temps historique a évolué. Auerbach, cité ici, fait remarquer qu'à un moment donné la Renaissance n'est plus une renaissance, c'est-à-dire une répétition de l'Antiquité, mais bien une autre époque. Ainsi apparaît le temps linéaire homogène et vide, celui de Walter Benjamin, (p. 69). La conception de l'espace elle aussi se modifie : l'Europe découvre qu'il y a eu, et qu'il y a toujours, à l'extérieur, de brillantes civilisations : Aztèques, Incas, Chine, Inde.

Le chapitre accorde beaucoup d'importance aux recherches en linguistique, sémantique, philologie : elles explosent. D'une part on s'intéresse de plus en plus aux langues de ces nations qui apparaissent comme telles. D'autre part les membres de ces nouvelles nations sont avides de connaître cette langue qui est devenue le fondement de leur identité. Dictionnaires et grammaires se multiplient, tout comme les nations, ou plutôt les consciences nationales, puisque la plupart d'entre elles ne sont pas indépendantes encore : Grèce, Roumanie, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, monde serbo-croate, Ukraine, Finlande, Norvège. Et même hors d'Europe : les colons néerlandais, les Boers, font, en Afrique du Sud, de leur patois local une langue littéraire. C'est à Beyrouth que sont fondées les universités américaine (1866) et Saint-Joseph (1875) dont j'ai déjà parlé, enfin une presse en langue turque apparaît à Istanbul.

Tout ce mécanisme d'apparition des États-nations et des nations est très bien décrit dans le livre d'Anne-Marie Thiesse²⁷. Pour cet auteur la philologie et la linguistique ne sont qu'une des facettes de la nouvelle idéologie nationale.

À cette nouvelle idéologie nationaliste les grands empires doivent s'adapter. Or ils sont multinationaux. Une seule solution : imposer la langue du peuple dominant aux peuples soumis. C'est ainsi qu'en 1782 Joseph II, empereur d'Autriche, décide de remplacer le latin par l'allemand comme langue administrative au grand dam de la noblesse hongroise qui est, non pas magyarophone, mais latinophone. Anderson n'y voit qu'un geste administratif, ce qui me laisse très sceptique. De la même façon qu'il ne voyait dans l'édit de Villers-Cotterêts qu'un phénomène administratif isolé, il oublie ici aussi de mentionner l'explosion de la littérature, cette fois-ci en langue allemande, laquelle était, bien évidemment, lue aussi bien par les Allemands que par les Autrichiens germanophones. Il suffit de regarder les dates pour réaliser que les deux phénomènes sont concomitants. Goethe (1749-1832), Schiller (1756-1805), Hölderlin (1770-1843), Novalis (1772-1801), Von Kleist (1777-1811), Heine (1797-1856).

Après l'Autriche, le Royaume-Uni, qui a déjà pratiquement éliminé les langues locales dans les îles Britanniques (gaélique, etc.), mais qui est en train de se constituer un immense empire, se lance à son tour dans une politique d'anglicisation. En 1813 le parlement vote un

²⁷ *La Création des identités nationales, Europe XVIIIe – XXe siècle*. Paris, Seuil, 2013. Coll. Points-histoire.

budget de 100 000 roupies pour la promotion de l'éducation des *natives*. Un comité de l'instruction publique est créé dont Macauley est nommé président en 1834. Il s'agit donc de mettre en place un cursus en anglais afin de créer « a class of persons, indian in blood and colour, but English in taste, in opinion, in morals and in intellect » (p. 91). Cela créera une classe de gens « stranger in their own native land as the Europeans in the country ». Lesquels seront voués à des postes subalternes et auront peu de chance de faire une brillante carrière.

Le cas du Royaume-Uni est différent de celui de l'Autriche en ce qu'il s'agit de colonies lointaines. Le cas de la Russie est par contre comparable puisqu'il s'agit d'un territoire contigu mais en bonne partie peuplé par des non-Russes. Jusqu'au début de XIX^e siècle la cour du Tsar parlait français et les nobles de province allemand. Le comte Ouvaroff proposa une politique de russification dans un rapport de 1832 (deux ans avant que Macauley fut nommé président du comité chargé d'appliquer une politique d'anglicisation des Indiens). Ouvaroff fut nommé ministre de l'éducation mais il n'eut pas les moyens d'appliquer sa politique, et ce n'est que sous Alexandre III (1881-1894) que la russification devint la politique officielle de la dynastie. Une fois de plus Anderson oublie la littérature car si la politique officielle fut longue à se mettre en place, la littérature en langue russe fit une belle percée. Une fois de plus il suffit de regarder les dates qui se situent toutes avant le règne d'Alexandre III : Pouchkine (1799-1837), Gogol (1809-1852), Tourgueniev (1818-1883), Dostoïevsky (1821-1881) et il n'y a que Tolstoï qui déborde sur la période de russification : 1828-1910.

Autre empire, le Japon qui, après avoir fini sa révolution politique et industrielle, se lance dans la conquête d'un empire où il pratique une « japonisation à la Macaulay » (p. 98).

Royaume-Uni, Habsbourg, Japon, et nous avons aussi vu la France avec Racine et pendant la Révolution. Cependant Anderson ajoute dans son chapitre un cas à part : la Hongrie. Un cas à part, puisque ce n'est pas un État indépendant mais une nation qui, sans accéder à l'indépendance, deviendra un petit empire, ou si on préfère un « sous-empire ». On se rappelle que la décision de remplacer le latin par l'allemand avait été mal accueillie par les nobles hongrois latinophones (dans les années 1840, quelque 136 000 personnes pour une population de 11 millions). Les nobles hongrois ne proposèrent pas pour autant le hongrois par réaction à cette époque. Lors de la révolution de 1848, les Magyars, dirigés par Kossuth, renvoyèrent le gouverneur venu de Vienne, abolirent aussi la diète locale composée de nobles, supprimèrent les privilèges de ces nobles, abolirent le servage, etc. Et c'est alors qu'il fut aussi décidé que tout locuteur en langue Magyare était hongrois et que chaque hongrois devait parler magyar. Les non-magyars étaient donc acceptés à condition qu'ils parlent magyar. La position de Kossuth était que les membres des minorités devaient avoir exactement les mêmes droits que les Hongrois mais que, comme ils manquaient de « personnalité historique », ils ne pouvaient pas

former de nations de leur côté ; position modérée quand on la compare à celle du poète Petöfi comme quoi les minorités étaient « des ulcères sur le corps de la patrie ». Nous avons donc affaire à une révolution nationale caractéristique du XIX^e siècle : langue nationale, droits civiques, assimilation des minorités, etc. Mais elle ne dura pas longtemps, la Russie intervenant à la demande de l'Autriche pour y mettre fin (page 103).

Les choses devaient changer avec la défaite de Sadowa (1866). L'Autriche, affaiblie, dut accepter le compromis (*Ausgleich*) transformant l'Autriche en Autriche-Hongrie. L'aristocratie hongroise recouvra une partie de ses privilèges d'avant 1848. Mais la politique de magyarisation fut maintenue et imposée aux minorités qui représentaient la moitié de la population (Croates, Roumains ; p. 105). À la veille de la première guerre mondiale, dans une assemblée nationale de 413 membres, il n'y avait pas un seul représentant des classes laborieuses, et seulement huit Roumains et Slovaques dans un pays où seulement 54 % de la population parlait hongrois (p. 106).

Dans tous ces cas, conclut Anderson à la fin de ce chapitre, il y avait une contradiction, un hiatus entre la nation et son domaine (*dynastic realm*). Pour que les deux coïncident les Slovaques devaient être magyarisés, les Indiens anglicisés et les Coréens japonisés.

*

Le chapitre VII, « The last wave » me met fort mal à l'aise. D'abord parce qu'il repose sur cette idée que «Nothing suggest that Ghanian nationalism is any less real than Indonesian simply because its national language is English rather than Ashanti » (p. 133), idée que je ne partage pas du tout. Ensuite parce que la seule région au monde en dehors de l'Europe où l'État-nation à base linguistique domine est l'Asie de l'Est, de Rangoun à Tokyo. Or, non seulement l'auteur nie ce fait, mais il fait éclater cette région entre deux chapitres. Le Japon se situe au chapitre précédent parce qu'ayant constitué un empire colonial il cherche à en japoniser les habitants, tout comme les Anglais en Inde, etc. Le Siam est aussi dans ce chapitre précédent au prétexte que son roi aurait utilisé des méthodes de gouvernement inspirées de celles des Anglais et des Néerlandais. Il n'empêche que le Siam, pris en étau entre la Birmanie anglaise et l'Indochine française, était un État souverain, indépendant, ce qu'il est toujours aujourd'hui sous le nom de Thaïlande.

Parlons de la Birmanie. La montée de nationalisme est souvent présentée, nous dit Anderson, comme remontant la fondation de la Young men's Buddhist Association à Rangoun en 1908. Pourquoi ? Parce que ce sont les jeunes qui, pour le moment du moins, sont les seuls à avoir reçu cette éducation anglaise à la Macaulay. Soit ! À condition de ne pas en déduire (mais je reconnais qu'Anderson ne le dit pas) que ce sont les Anglais qui ont créé la Birmanie. C'est Alungpaya qui réunifia la Birmanie. Après avoir repris Ava, la capitale (1754), il s'empara de

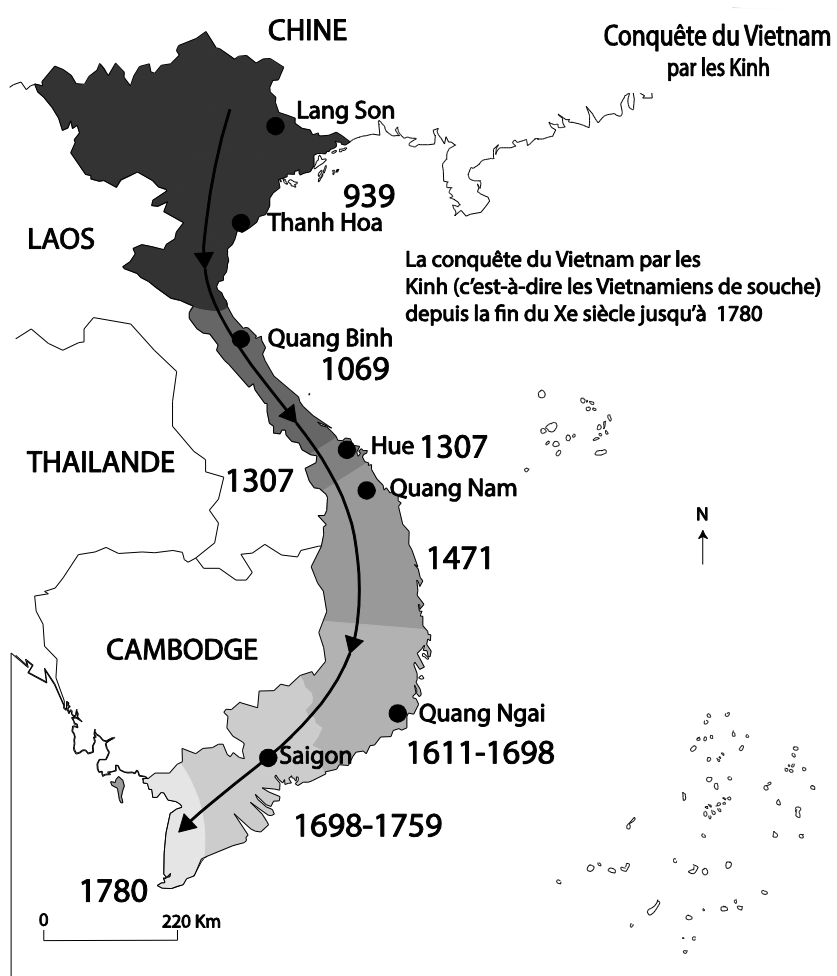
Rangoun (1755), puis des États shan, vers l'est. Il fut le troisième souverain à unifier le pays. Son successeur conquiert l'Arakan en 1784 et la côte du Tenasserim en 1793. Et voilà que la Birmanie s'approchait trop des frontières de l'Inde anglaise, ce qui obligea les sujets de sa gracieuse majesté à intervenir. C'est donc parce que la Birmanie était un pays unifié et puissant que le Royaume-Uni intervint.

La Birmanie existait donc avant la colonisation anglaise. Par contre c'était une monarchie, et ses habitants étaient les sujets du roi. Et si elle devint une nation, avant de devenir, en 1947, un État-nation, on le doit sûrement à ces Young Men qui avaient reçu une éducation anglaise et étaient parfaitement bilingues.

Anderson analyse longuement le cas de l'Indochine. D'après lui le système éducatif français visait à établir une conscience indochinoise. Un des buts aurait été de briser les liens entre les Indochinois et leurs voisins présentés comme hostiles. D'un côté la Thaïlande qui grignotait le Cambodge, de l'autre la Chine dont la culture est à la racine de la culture vietnamienne, avec l'emploi des caractères chinois et la pratique des concours mandarinaux. De l'autre il s'agissait de créer une classe d'employés francophones dociles, une bureaucratie bilingue dont le colonisateur avait besoin. Ce fut un échec. Pourquoi ? se demande Anderson.

Je doute fort de l'argument comme quoi la France voulait créer une conscience indochinoise pour briser les liens entre les Indochinois et leurs voisins hostiles soit valide. Certes la Thaïlande était en train d'assimiler le Cambodge, mais concurremment avec le Vietnam. Le petit royaume était pris en étau. Certes ce sont les Français qui ont établi le Cambodge dans ses frontières actuelles. Il ne faut pas en déduire que le Cambodge est une création française. Ce pays a une histoire, une langue, une écriture, une architecture, bref une identité.

Par ailleurs Anderson nie l'existence du Vietnam. Il emploie l'expression « Eastern Indochina » et il précise : « My shorthand for "Tonkin", "Annam" and "Cochin China" ». Voilà qui est étrange. C'est oublier que cette division en trois est le fait des Français. Tout comme la Birmanie existait avant l'arrivée des Anglais, tout comme le Siam avait établi son assise, le Vietnam existait avant l'arrivée des Français. Il était le résultat d'un long cheminement parti du Tonkin et se terminant vers 1770 à la pointe de Camau. Certes, comme en Birmanie, il y eut des périodes où il éclatait en groupes rivaux mais, comme la Birmanie, il avait été réuni juste avant l'arrivée du colonisateur. En 1789 Nguyen Anh s'était emparé de Saigon, et en 1801, de Hanoi. Reste l'argument de l'influence culturelle chinoise. Il n'est pas sûr qu'il soit valable. D'après certains auteurs ce sont les Vietnamiens eux-mêmes qui voulaient se moderniser, accéder aux sciences de l'Occident, se débarrasser des traditions chinoises. Ce sont eux qui ont



adopté le quốc ngữ, ce système de transcriptions du vietnamien en caractères latins, inventé par les Portugais²⁸.

Le seul État de la péninsule dont la création est artificielle est le Laos. Une partie des Laotiens habite de l'autre côté de la frontière en Thaïlande et, de toute façon, les Laos sont proches des Thaïs. Ils se comprennent et leurs écritures se ressemblent.

Quant à la création d'une bureaucratie et de quelques élites francophones, elle ne fut pas au service d'une Indochine artificielle mais à celui de chacune des trois nations. Anderson constate l'échec. Nous avons vu cette phrase : « This Indochine-ness, although it was quite real, was nonetheless imagined by a tiny group, and not for very long ». Et il ajoute: « Why did it turn out to be so evanescent, while Indonesian-ness survived and deepend? »

²⁸ Voir par exemple Philippe Papin, *Histoire de Hanoi*, Paris, Fayard, 2001.

Je crois qu'il n'y a pas là matière à comparaison. La colonisation néerlandaise ne s'est pas déroulée comme les autres. Les Pays-Bas n'ont jamais essayé d'imposer leur langue contrairement aux Français, aux Anglais, aux Espagnols et aux Portugais. Il y eut bien quelques timides tentatives d'enseigner le néerlandais à Amboine après l'arrivée des premiers colons au début du XVII^e siècle, mais elles furent vite abandonnées. Les Hollandais se rendirent compte qu'il existait une koinè, une *lingua franca* : le malais²⁹.

Le malais, originaire de l'île de Riau entre Sumatra et Singapour ou, d'après certains, de la côte ouest de Bornéo, était, dès le XV^e siècle, devenu la langue de communication ou moins entre les ports et les villages côtiers de ce qui allait devenir, la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines. En 1521, Magellan arriva aux Philippines où il fut tué d'une flèche empoisonnée. C'est Pigafetta qui fit la relation du voyage : les Philippines, puis Brunei, puis les Moluques, puis le retour en Europe. Pigafetta constata l'existence de cette *lingua franca* et on lui doit le premier lexique de malais³⁰. En fait il y avait plusieurs malais, des patois souvent teintés de mots de la langue locale parlée dans chaque port. L'œuvre des Hollandais fut d'en faire une véritable langue littéraire, unifiée.

Anderson fait remarquer qu'il y avait une centaine d'ethnies dans ce qui alors s'appelait les Indes néerlandaises. (En réalité on en compte entre 600 et 700). C'est vrai, mais chacune d'elle représentait, et représente toujours, un nombre dérisoire. Il n'y en a que deux qui puissent avoir du poids dans cette Indonésie émietée : les javanais et le soundanais. Prenons les statistiques du dernier recensement (2010) : sur une population de 237 641 326 habitants les Javanais représentent 40,22 %, les Soundanais (qui habitent l'ouest de Java) 15,5%. Après cela on tombe en dessous des 4 % avec les Bataks (3,58 %).

Il n'y a donc que les Javanais qui fassent le poids. La question est alors déplacée : pourquoi le malais (les Malais de souche ne représentent que 2,27 % de la population) et non le javanais ? En fait la question s'est posée. Au milieu du XVIII^e siècle, le commerce des épices entra dans une phase de déclin. Les colons se tournèrent, alors vers l'agriculture, en particulier la culture du café. Concrètement cela voulait dire tourner le dos aux Moluques et investir à Java. C'est alors que les colons se rendirent compte que les paysans javanais ne parlaient pas malais. Le malais était la langue des commerçants et des marins qui naviguaient entre les îles, pas celle des paysans travaillant la terre loin des côtes (Hoffmann, *op. cit.*, page 72).

²⁹ John Hoffman, « A Foreign Investment : Indies Malay to 1902 » *Indonesia*, 27, (avril 1979), pp. 65-92. Ici page 65.

³⁰ Alessandro Bausani, « The first Italian-Malay Vocabulary by Antonio Pigafetta » *East and West*, vol II, N° 4, Décembre 1960, pp. 229-248.

C'est alors qu'il fut décidé d'introduire un enseignement de javanais, notamment auprès du personnel administratif. Pendant la première moitié du XIX^e siècle il y eut du flottement : malais ? javanais ? Les deux ? Finalement le malais devait reprendre le dessus.

Pourquoi cet échec du javanais ? En grande partie à cause de la volonté du colonisateur de faire du malais une *lingua franca* ? En partie seulement, puisque nous avons vu que c'était une *lingua franca* avant même leur arrivée. Alors pourquoi cet échec d'une langue parlée par 40 % de la population, par un peuple qui domine économiquement et administrativement la nouvelle Indonésie ? Pourquoi le succès d'une langue qui était à l'époque parlée par une minorité ?

La réponse tient aux Javanais eux-mêmes. L'idée d'une Indonésie remonte au début du XX^e siècle. Et comme tout État-nation il lui fallait une langue (laissons de côté l'exception suisse, dont je vais parler) et une histoire. C'est ainsi que Sukarno, le futur premier président d'une Indonésie indépendante, faisait remonter l'Indonésie aux royaumes indianisés (de 650 à 1527) comme manifestation de la formation du pays. Quant au Malais il fut rebaptisé bahasa Indonesia³¹.

L'un des premiers mouvements nationalistes, fut un groupement d'étudiants en médecine de Batavia (la future Jakarta) appelé « Budi Utomo ». Ils utilisaient le malais plutôt que le javanais. En 1908, les quelques privilégiés qui faisaient leurs études aux Pays-Bas fondèrent le « Indische Vereeniging » (I.V., Indiens unis). Ils étaient en majorité javanais, mais ils voulaient que leur mouvement soit pan-indonésien. En 1916 ils lancèrent un journal, *Hindra Poetra* (« les fils des Indes ») dans lequel on peut lire : « Si nous voulons un langage pour toute la nation indienne, nous n'avons pas besoin d'imposer une langue européenne puisque nous avons déjà le malais qui a déjà depuis longtemps servi de *lingua franca* dans l'archipel des Indes Orientales³². »

Je pourrais multiplier les exemples. La chose est claire : les futurs Indonésiens ne voulaient pas du javanais, pas même les Javanais. Ils voulaient le malais rebaptisé baha Indonesia. La comparaison avec l'Indochine n'a pas lieu d'être et cela pour deux raisons. La première est que les Hollandais avaient renoncé à imposer leur langue, la seconde est qu'il n'existait pas trois nations déjà conscientes d'être des nations, mais une seule en gestation. La comparaison ne doit pas être faite avec l'Indochine mais avec l'Allemagne et l'Italie. Allemands et Italiens avaient beau parler différents dialectes, ils avaient fait le choix de l'un d'eux seulement. Il en est de même en Indonésie. Le fait qu'une des langues était parlée par 40 % de la

³¹ R.E. Belson « Constructing the nation : Ethnicity, Race, Modernity and Citizenship in Early Indonesian Thought », *Asian Ethnicity*, 2005, 6 (3), pages 145 – 160, ici page 146.

³² Elson, *op. cit.*, p. 152.

population n'y a rien changé. Ce n'est pas le nombre de locuteurs qui compte, mais le prestige d'une langue.

En fait si Anderson voulait choisir un pays où une politique coloniale du même type que celle appliquée par les Français en Indochine a réussi, il aurait pu désigner l'Inde. L'Inde pays plurilinguistique qui n'avait jamais totalement existé précédemment, est une création anglaise. Et c'est la langue anglaise qui en a fait l'unité. Pourtant les principaux peuples qui la composent ont tout pour prétendre être des nations à part entière : une langue, une écriture, une littérature, une histoire. Après l'éclatement de l'URSS, de la Yougoslavie, de la Tchécoslovaquie, l'Inde paraît comme une anomalie. Une anomalie d'autant plus étonnante qu'il n'y existe pratiquement pas de mouvements indépendantistes, Même les partis tamouls (DK, DMK, ADMK, AIADMK) ne sont pas des partis nationalistes du type catalan.

Après quoi Anderson parle de la Suisse et conclut à propos de ce pays :

« All of the preceding evidence indicates that Swiss nationalism is best understood as part of the "last wave". If Hughes³³ is right in dating its birth to 1891, it is not much more than a decade older than Burmese or Indonesian nationalism. In other words, it arose in that period of world history in which the nation was becoming an international norm, and in which it was possible to "model" nation-ness in a much more complex way than hitherto. If the conservative political and backward socio-economic structure of Switzerland "delayed" the rise of nationalism the fact that its pre-modern political institutions were non-dynastic and non-monarchical helped to prevent the excesses of official nationalism. Finally, as in the case of the Southeast Asian examples, the appearance of Swiss nationalism on the eve of the communications revolution of the twentieth century made it possible and practical to "represent" the imagined community in ways that did not require linguistic uniformity »
(page 139)

La Suisse aurait le même statut que la Birmanie et l'Indonésie, pays qui ont émergé sans « linguistic uniformity ». Je crois avoir démontré que c'est faux. Pour Anderson la Suisse, la Birmanie, et l'Indonésie font partie de ce qu'il appelle « The Last Wave ». Dans cette catégorie il place aussi les pays d'Afrique issus de la colonisation comme le Mozambique. Pour moi il y a trois choses différentes.

- Les pays d'Asie de l'Est qui sont des États-nations à base linguistique, comme en Europe.
- Les États issus de la colonisation. Ce sont des États mais pas des nations. Si le Mozambique était comparable à la Suisse il aurait trois langues officielles, l'emakhuwa, (25,49 % de la population d'après le recensement de 2007), le xichanghana (10, 4%) et de Sena du Mozambique (7,1%). Et si la Suisse était comparable au Mozambique, elle aurait comme langue officielle

³³ Christopher Hughes, *Switzerland*, New York, 1975.

celle d'un éventuel colonisateur (le Portugal, pourquoi pas ?) et le français, l'italien, l'allemand et le romanche ne seraient pas plus langues officielles que le sont l'emakhuwa, etc, au Mozambique. La Suisse est née d'un pacte, pas d'une conquête coloniale.

— Enfin il y a donc le cas particulier de la Suisse.

On le voit, le livre d'Anderson contient des idées originales et intéressantes. Celle de communauté imaginée, redéfinie par moi sur des critères d'appartenance, et celle de temps vide et homogène empruntée à Walter Benjamin et qui rend compte d'une certaine conception de l'histoire dans les États-nations. À condition de ne pas en faire un modèle universel, qui explique tout. Le Mozambique n'entre pas dans le schéma.

Dans l'ensemble le concept de communauté imaginée est intéressant et utile. D'autres aspects du livre d'Anderson sont beaucoup plus discutables. L'importance de l'imprimerie dans l'émergence des langues nationales paraît exagérée. La disparition ou le rejet des dialectes locaux n'est pas expliquée. Le rôle des littératures nationales dans l'émergence des nations est négligé. Le concept de « communauté imaginée » reste néanmoins utile